

# Tribunes d'expression libre – Novembre 2020

## Majorité municipale : groupe “Réussir ensemble Chilly-Mazarin”

### AGIR ET RESTER SOLIDAIRES

En ce début d'automne marqué par une nouvelle vague de propagation du virus Covid19, la récente décision d'un couvre-feu nocturne bouscule de nouveau nos vies. Notre mobilisation à être à l'écoute, à agir au plus proche des réalités et des besoins des Chiroquois est encore plus forte dans ce contexte de crise sanitaire et économique d'une ampleur sans précédent. Le maintien d'un service public de qualité est un défi de tous les jours pour les agents communaux. Nous saluons leur engagement en soutien quotidien auprès des personnes isolées, des familles pour lesquelles la Covid19 se traduit par la maladie, le décès d'un proche, une perte d'emploi, du chômage partiel, l'impossibilité d'accéder à une formation, à un stage, à un premier emploi.

**La crise ne doit pas être l'occasion ni de règlements de comptes, ni de surenchères politiciennes.** Elle nous impose encore plus de faire preuve d'une solidarité sans faille envers les plus fragiles et de continuer à agir, concrètement, en responsabilité pour recréer et maintenir les liens sociaux, culturels et économiques si essentiels à notre ville. Tel est le sens de toutes nos actions au service de tous les Chiroquois.

Contact : [reussirensemblechillymazarin@gmail.com](mailto:reussirensemblechillymazarin@gmail.com)

# **Opposition municipale : groupe "L'avenir de Chilly"**

## **NOTRE SÉCURITÉ EST UNE URGENCE ABSOLUE**

Le 3 octobre dernier, Chilly-Mazarin a encore été le théâtre d'affrontements entre bandes organisées, armées de barre de fer, allant jusqu'à causer des blessés et apeurer les riverains du quartier de Saint-Éloi. **Depuis la prise de fonction de Rafika REZGUI, nous observons des agressions répétées d'une extrême gravité et constatons une dégradation des conditions de travail des policiers municipaux.**

Dénigrés et abandonnés, ils n'ont pu accepter : la banalisation des actes perpétrés, et l'absence de réaction de la Municipalité. Résultats : 50 % d'entre eux ont claqué la porte, rendu les armes et fuit le laxisme actuel. Aussi, nous persistons à dire qu'il est urgent d'agir et **qu'il est impératif que la majorité municipale renonce aux 375 840 € liés à l'augmentation unilatérale de ses propres indemnités afin de recruter des Policiers Municipaux expérimentés et formés pour assurer notre sécurité.** Comme il n'y a pas de vie sociale sans ordre, face à l'escalade de l'insécurité, nous proposons aux Chiroquois, directement touchés de nous adresser leurs témoignages et leurs propositions afin de mener ensemble des actions coordonnées auprès des autorités publiques pour une protection de tous les Chiroquois et Chiroquoises en tout temps et en tous lieux à l'adresse courriel suivante : [actionsecuriteChilly@gmail.com](mailto:actionsecuriteChilly@gmail.com)

Contact : [lavenirdechillymazarin@gmail.com](mailto:lavenirdechillymazarin@gmail.com)

## **Mise au point de Rafika Rezgui**

Maire et directrice de cette publication, je suis garante du respect du droit d'expression des groupes politiques. Malheureusement, le groupe « l'avenir de Chilly » s'obstine à

utiliser ce droit pour diffuser des propos mensongers et diffamatoires.

Il prétend que 50 % des policiers municipaux ont quitté la commune du fait de l'action de la municipalité actuelle à leur rencontre, alors que 10 agents sur 14 ont obtenu leur mutation au cours des 12 derniers mois précédant mon élection comme Maire.

Il invente aussi que les élus de la majorité se sont attribués une augmentation d'indemnités de 375 840 € alors que la loi plafonne le montant à 204 000 € pour une ville de notre taille. Le Préfet, chargé du contrôle de la légalité des délibérations municipales, a validé le montant voté alors qu'il avait dû annuler les hausses illégales que s'était votées la précédente équipe en février 2017.

Le groupe « l'avenir de Chilly » a déjà écrit ces calomnies dans ses tribunes précédentes et persiste à ne respecter ni les faits, ni la loi. De telles méthodes ne répondent pas aux attentes de nos concitoyens et nuisent au débat démocratique. C'est pourquoi, à regret, je saisis les tribunaux pour faire cesser ces diffamations et rétablir la vérité à laquelle les citoyens ont droit.

## Contact

**Cabinet de la Maire**

**Hôtel de ville**

**Place du 8-mai 1945**

Tél : [01 69 10 37 00](tel:0169103700)

[Formulaire de contact](#)